Deuxième session
Genève, 28 avril-9 mai 2003

Mise en œuvre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

Rapport présenté par la République de Bulgarie

1. La Bulgarie est fermement convaincue que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires restera l'un des piliers de la sécurité internationale dans le nouveau millénaire et la clef de voûte du régime de non-prolifération nucléaire. Nous estimons que la viabilité future du régime de non-prolifération dépend de l'accomplissement fidèle des obligations contractées par tous les États parties aux termes de cet important traité ainsi que du processus d'universalisation de celui-ci.
2. Maintenir et renforcer encore les normes universelles en matière de non-prolifération a plus d'importance que jamais dans le contexte de la lutte internationale menée contre le terrorisme. Respecter rigoureusement tous les instruments et mécanismes multilatéraux, et au premier chef le TNP, est un impératif si l'on veut empêcher que les matières et la technologie nucléaires soient utilisées à des fins de terrorisme.
3. La Bulgarie, qui ne possède pas d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques et qui a été l'un des premiers États à devenir parties au TNP, est fermement convaincue qu'il ne faut ménager aucun effort pour réaffirmer la valeur du Traité en tant qu'élément stabilisateur permanent des relations internationales et pour rechercher les moyens d'en promouvoir intégralement la mise en œuvre et l'universalité.
4. Nous pensons que le meilleur moyen d'atteindre l'objectif du désarmement nucléaire, dans le cadre de l'article VI, consiste à prendre une série de mesures équilibrées, progressives et se renforçant mutuellement, aux niveaux multilatéral, bilatéral et unilatéral. Soucieuse de faire avancer ce processus, la Bulgarie souligne l'importance cruciale d'entreprendre des efforts systématiques dans plusieurs domaines essentiels, notamment la réduction des armes nucléaires stratégiques, le lancement de négociations en vue de la conclusion d'un traité visant l'arrêt de la production de matières fissiles, l'entrée en vigueur, le plus tôt possible, du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), le maintien, en tant que mesure provisoire, des moratoires que certains pays se sont unilatéralement imposés et, dans l'ensemble, un renforcement général du régime de non-prolifération nucléaire.
5. La Bulgarie est d'avis que l'établissement de rapports réguliers sur la mise en œuvre de l'article VI, tel que prévu dans le Document final de la Conférence d'examen

(sous-paragraphe 12 du paragraphe 15) de 2000, constitue une importante mesure de confiance visant à promouvoir la transparence du régime TNP tout entier. Même si la portée, la présentation et le calendrier de ces rapports restent mal définis, l'obligation de présenter de tels documents créera en soi un climat plus favorable au désarmement nucléaire et sera un moyen de réaffirmer le principe selon lequel tous les États parties doivent rendre des comptes.

6. La Bulgarie maintient que le TICE et son entrée en vigueur ont une importance primordiale pour renforcer le régime de non-prolifération nucléaire et pour parvenir au désarmement. L'un des 44 États dont la ratification est nécessaire pour que le Traité puisse entrer en vigueur, la Bulgarie a été l'un des premiers à signer (en septembre 1996) et à ratifier (en septembre 1999) cet instrument et elle a participé activement aux travaux des deux conférences organisées pour faciliter l'entrée en vigueur du TICE.

7. L'établissement d'un régime de vérification efficace, élément central du respect des obligations faites par le TICE, revêt une importance particulière pour l'entrée en vigueur du traité. Nous confirmons notre plein appui aux efforts que la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires déploie pour établir dûment, en temps voulu, le régime de vérification et nous sommes prêts à nous y associer. Pour tirer pleinement profit de l'information détaillée que fournit le Système de surveillance international, nous établissons actuellement un centre national de données relié au Centre international de données de Vienne.

8. La Bulgarie est fermement attachée à la consolidation du régime de non-prolifération grâce au renforcement des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Pays où fonctionnent des installations nucléaires, elle coopère étroitement avec l'Agence ainsi qu'avec l'Union européenne en ce qui concerne les problèmes de la sûreté nucléaire et de la protection matérielle des matières nucléaires. L'Accord de garanties conclu entre la Bulgarie et l'AIEA a été signé le 21 janvier 1972 et est entré en vigueur le 29 février 1972. Le 20 septembre 2000, le Parlement bulgare a ratifié le Protocole additionnel à cet accord, qui est entré en vigueur le 10 octobre 2000.

9. Depuis qu'existe le Protocole additionnel, l'AIEA a effectué quatre inspections en Bulgarie, menées conformément aux dispositions renforcées permettant un accès plus large et complémentaire aux sites bulgares pertinents.

10. La Bulgarie, qui est actuellement membre du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, a pleinement soutenu les mesures proposées par le Directeur général pour élargir les mesures de protection à l'échelle mondiale contre les actes de terrorisme mettant en jeu des matières nucléaires et autres matières radioactives. En 2002, la Bulgarie a participé concrètement à la lutte contre le terrorisme en versant 15 000 dollars au fonds de contributions volontaires établi pour soutenir les programmes et activités de l'AIEA dans ce domaine.

11. La Bulgarie a adhéré au Code de conduite international visant à faire obstacle à la prolifération des missiles balistiques (Code de conduite de La Haye) et voit en celui-ci un moyen global particulièrement utile et prometteur de répondre au défi que présente la prolifération des missiles. Ce code, qui complète et renforce les accords multilatéraux en vigueur dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, est en passe d'être un jalon dans l'arène politique. À notre sens, en l'adoptant et en l'appliquant sans tarder, on rationaliserait et dynamiserait l'effort mené à l'échelle internationale pour empêcher la prolifération, dans le monde, des armes

de destruction massive et de leurs vecteurs. Mettre en œuvre les mesures préconisées dans le Code contribuerait à renforcer la confiance et à promouvoir la sécurité régionale et mondiale entre pays participants, dans un esprit de coopération et de transparence. Le multilatéralisme foncier du Code et sa viabilité ne peuvent qu'être renforcés par l'adhésion du plus grand nombre possible d'États.

12. La Bulgarie regrette que, pour la sixième année consécutive, la Conférence du désarmement ne soit pas parvenue à adopter un programme de travail. Dans l'ensemble, les activités de cet unique organe de négociation sur le désarmement ne se trouvent pas compromises, mais les négociations sur les deux questions importantes que sont le désarmement nucléaire et la conclusion d'un traité interdisant la production de matières fissiles sont au point mort. La Bulgarie entend suivre une approche constructive et pragmatique qui permette une reprise rapide et efficace des travaux de la Conférence.

13. L'application de mesures adéquates de contrôle des exportations est un moyen essentiel de lutter contre la prolifération des armes nucléaires. Membre du Groupe des fournisseurs d'articles nucléaires (GFN) et du Comité Zangger, la Bulgarie a, avec ses partenaires, la responsabilité de veiller à ce que la coopération internationale dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ne contribue pas à une dissémination des armes nucléaires. Elle applique strictement les directives du GFN et approuve les modifications qui y ont récemment été apportées. Nous estimons que le GFN doit remplir sa tâche dans un environnement ouvert et transparent, en favorisant le dialogue et la coopération avec des États qui n'en sont pas membres. Plus généralement, nous soulignons la nécessité de renforcer encore les garanties de l'AIEA pour que le contrôle des exportations devienne durable, que les activités non déclarées soient identifiées au plus vite et que celles qui sont déclarées continuent de répondre aux exigences de la non-prolifération. C'est dans cet esprit que la Bulgarie a pleinement appuyé la modification des directives du Groupe, soucieuse qu'elle était de renforcer plus avant les moyens de lutter contre le terrorisme nucléaire qu'offrait cet outil de non-prolifération.

14. Nous attachons une importance particulière aux directives et aux activités du Régime de contrôle de la technologie des missiles et nous réaffirmons notre volonté d'être associés à ce régime de contrôle des exportations.

15. L'introduction d'une réglementation nationale stricte pour contrôler les exportations reste pour le Gouvernement bulgare une tâche hautement prioritaire. La Bulgarie contrôle rigoureusement les exportations pour s'assurer qu'aucune marchandise ou technologie militaire sensible ne tombe entre les mains de groupes terroristes ou d'États faisant l'objet d'un embargo. La législation bulgare sur le contrôle des exportations a été récemment étendue et améliorée pour satisfaire aux critères européens et internationaux les plus pointus.

16. La Bulgarie insiste sur le fait que tous les États parties doivent pleinement respecter et remplir les obligations qu'ils ont contractées en vertu du TNP; elle œuvre dans ce sens et en faveur d'une adhésion universelle aux normes de cet instrument.